



« Remettre les gens ensemble pour qu'ils partagent des préoccupations communes »

INTERVIEW DE **JÉRÔME VAN RUYCHEVELT**

Face à une extrême droite en pleine mutation, Jérôme Van Ruychevelt questionne l'efficacité d'un antifascisme resté trop classique. Selon lui, les stratégies doivent évoluer.

Dans cet entretien, il esquisse les contours d'un antifascisme renouvelé, ancré dans le social, le culturel et les réalités du terrain.

Est-il exagéré de dire qu'aujourd'hui, l'antifascisme ne fonctionne pas ?

Avant d'analyser pourquoi l'antifascisme semble aujourd'hui perdant, il faut cartographier les adversaires que nous avons en face de nous. Il y a l'extrême droite chrétienne traditionaliste et raciste, mais aussi le trumpisme qui est plutôt un « capitalisme de la jungle », il y a ceux qui ne veulent plus respecter les règles du marché international et qui vont utiliser la violence pour pouvoir récupérer des parts de marché, voire des matières premières, puis encore les technofascistes représentés par Elon Musk... En Europe, il y a différents courants d'extrême droite qui essaient de récupérer du pouvoir politique par les élections et qui ont du succès : l'AFD en Allemagne, le Vlaams Belang en Belgique, Geert Wilders en Hollande, le RN en France... Tous ces courants portent en eux, une fois au pouvoir, une tendance à se durcir, à basculer vers des formes autoritaires ou fascistes. La menace est donc sérieuse.

Il y aurait donc plusieurs fascismes, mais un seul antifascisme...

Notre antifascisme progressiste doit pouvoir s'adapter aux nouvelles formes d'extrême droite, il ne peut pas se limiter à un rapport de forces dans la rue. Ce n'est plus le fascisme des années 30 avec des chemises brunes qui défilent. Aujourd'hui, l'extrême droite travaille de manière beaucoup plus dissimulée. Elle a été dédramatisée, elle participe aux institutions démocratiques, dans un contexte de détricotage de l'État de droit... il n'y a plus un classement des races, mais un racisme plus diffus qui stigmatise des catégories de personnes très spécifiques (les migrants ou les mu-

sulmans majoritairement) tout en désignant des ennemis intérieurs comme les « wokistes ». L'antifascisme doit être aussi multiple, aujourd'hui, que l'extrême droite que nous avons en face de nous et qui peut potentiellement se transformer en un état fasciste. Il doit être institutionnel, culturel, médiatique, économique, juridique, présent sur le terrain, proche des milieux populaires. Notre antifascisme ne peut pas se limiter à de la dénonciation et à nommer le mal.

Que faut-il faire, alors ?

Pour le moment, l'extrême droite arrive au pouvoir par les urnes dans plusieurs pays grâce à un électorat qui est sensiblement le même sociologiquement : des travailleurs à bas salaire qui ont peur du déclassement social. Cette peur s'explique par le faible niveau de diplôme : en cas de difficulté dans la vie (perte de travail, maladie, guerre...), le niveau de vie de ces personnes va se dégrader rapidement, elles ont peu de mobilité sociale. Et les discours racistes leur expliquent de qui avoir peur. Elles pensent être en concurrence avec d'autres, généralement plus pauvres qu'elles, présentées comme des menaces et comme des assistés : c'est l'image des mamans voilées qui font la queue au CPAS, des personnes migrantes qui viennent profiter de nos allocations sociales ou des soins de santé sans jamais devoir contribuer. C'est l'alliance des deux (peur du déclassement social et racisme) qui renfloue les votes de l'extrême droite. L'assisté est décrit différemment suivant les pays. Chez nous ce sont les chômeurs, les musulmans et les migrants qui sont les plus stigmatisés. L'extrême droite joue sur des catégories qui sont inventées, qui ne recouvrent aucune réalité sociologique ou économique. Cela permet d'avoir des personnes sur qui on peut taper, pour diviser la population et ne surtout pas s'occuper des véritables responsables de la peur du déclassement social. Si on coupait l'extrême droite de cet électorat populaire, qui a tout intérêt, rationnellement, à accrocher à un projet progressiste, on mettrait à mal sa capacité à monter dans les urnes.

L'antifascisme est-il trop dans l'entre-soi ?

Aujourd'hui en Occident, les militants antifascistes sont souvent très diplômés, très documentés sur les sujets politiques. Il y a une élite culturelle consciente, et c'est très bien, sauf si elle n'est pas connectée à une base sociale. C'est contre-productif. Tous les mouvements sociaux doivent fonctionner comme ça. À gauche, nous avons l'art d'être des premiers de classe dans un contexte où, sur toute une série de sujets (féminisme, racisme, écologie...) l'hégémonie culturelle (voir ci-contre) n'est pas de notre côté. Le progressisme, dans son histoire, a toujours été la minorité qui dérange. À l'époque de l'esclavage, de la colonisation, même des jeux romains où des philosophes s'indignaient des combats entre esclaves... À toutes les époques, les progressistes sont minoritaires et vus comme des « emmerdeurs » qui viennent casser l'ambiance. Si nous n'avons pas de base sociale, si on ne construit pas nos narratifs avec ceux qui sont concernés par nos sujets, alors nous resterons parmi les premiers de classe qui lèvent le doigt pour dire que les choses ne vont pas.

Jérôme Van Ruychevelt Ebstein

est militant et communicant politique, investi dans les mouvements sociaux en Belgique. Formé en sciences politiques, marketing et storytelling politique, il puise aussi dans son expérience d'activiste et dans l'éducation permanente pour tenter de transformer les narratifs progressistes. Il est l'auteur de l'essai *Pourquoi les narratifs de gauche ne touchent plus les classes populaires* qui est disponible gratuitement en téléchargement sur <https://cecinestpasunecrise.org>.

Il faut construire nos priorités politiques avec les gens, leur donner la parole, discuter avec eux.

Les faits et les chiffres, ça parle encore ?

La rationalité doit être de notre côté mais n'est pas suffisante. Les discours doivent aussi être appréhendés du point de vue émotionnel, largement sous-estimé par les courants progressistes et notamment les antifas. On peut reconnecter avec toute une population à partir de principes moraux. Exemples : quand un enfant tombe devant chez nous, on le relève. Quand une vieille dame porte des sacs trop lourds, on l'aide. Quand il y a une inondation dans le voisinage, on s'entraide... c'est considéré comme « juste ». Quand une personne dépasse dans la file du magasin, c'est considéré comme « injuste ». Or, dans la vie, il y a plein d'exemples où des gens plus riches « dépassent dans la file ». Ces principes moraux ne sont pas toujours alimentés par du rationnel, mais par de l'émotionnel. D'où l'enjeu d'être connecté aux gens, à leur réalité, et de créer avec eux des narratifs basés sur ces principes moraux partagés. De partir des métaphores de la vie quotidienne, ne pas être uniquement sur des faits et des chiffres qui nous placent encore comme des « sachants » qui détiennent les informations et privent les gens du débat. Quand on arrive bardé de connaissances sur un sujet, les gens à qui l'on parle n'ont plus rien à dire.

Par exemple ?

Prenons la thématique du logement : on peut montrer la grille des loyers, parler du marché qui augmente 20% plus vite que l'inflation... mais ça ne va émotionnellement rien faire ressentir aux gens. Un autre angle peut être choisi : *Pensez-vous que les gens méritent de vivre dehors s'ils sont au chômage ? À partir de quand une famille mérite de dormir dans la rue ?* Ce sont des questions dans lesquelles tout le monde peut entrer, car bien souvent les gens ont digéré des principes moraux progressistes. Ils répondent que personne ne mérite de dormir dehors. C'est comme ça qu'on redonne la possibilité à des gens de débattre, via des principes moraux. Notre rationalité nous coupe affectivement des gens autour d'enjeux politiques qui pourraient rassembler.

« Hégémonie culturelle » ?

« Le concept a été théorisé par Gramsci, un ancien président du parti communiste italien dans les années 1920, qui a écrit sur les stratégies communistes dans un contexte fasciste. Il s'est demandé pourquoi les ouvriers digéraient les valeurs de la bourgeoisie, souhaitaient adopter les mêmes comportements. Il est arrivé à la conclusion que pour gagner un pouvoir politique il faut avoir gagné la bataille des idées, des valeurs, des « normes sociales ». Les sociétés sont culturellement organisées à partir de normes non écrites. « *Tuer c'est mal* » est à la fois inscrit dans la loi et intégré moralement, mais certaines normes capitalistes ne sont pas dans la loi : « *une vie réussie, c'est d'avoir accès à tous les biens de consommation* », « *si tu veux, tu peux* », « *la compétition est un bienfait pour la société* ». Tout cela est produit par des acteurs sociaux qui ont intérêt à ce que ces normes soient intégrées culturellement par la population. À l'inverse, certains acteurs essaient de faire percoler la coopération, la solidarité entre individus, qu'une vie réussie c'est une vie digne et être avec les gens qu'on aime... Tout cela, c'est la bataille pour obtenir l'hégémonie culturelle, c'est-à-dire que notre manière d'envisager moralement les choses, nos normes sociales, devienne majoritaire au sein de la société. Il est dès lors beaucoup plus facile de mettre en place des projets politiques et des mesures auxquelles les gens vont adhérer et consentir, alors qu'il y a plusieurs années ils auraient peut-être été scandalisés. »

Comment expliquer que, dans le discours actuel, les antifascistes soient désignés comme le danger, à la limite comme les nouveaux fascistes ?

Nous vivons dans une société où les modes de production culturels (grands médias, réseaux sociaux, maisons de production de cinéma, maisons d'édition...) sont rachetés progressivement par des milliardaires dont le projet idéologique est fondamentalement à l'opposé du nôtre : soit très à droite d'un point de vue néolibéral, soit carrément d'extrême droite. C'est comme si, dans un ring de boxe « bataille culturelle », nous avions des gants et eux des bazoukas. Il faut continuer à se battre pour des médias de service public, des petits médias locaux, des médias d'éducation permanente, pour les organes de régulation comme le CSA, des conseils de déontologie des journalistes, etc. Ce sont des endroits sur lesquels on a encore prise. On perd facilement la bataille culturelle au niveau des médias, mais ce n'est pas le cas au niveau des écoles, des mondes associatif, syndical, mutualiste... il y a toute une série de domaines où l'on n'est pas encore perdant.

Comment la gauche peut-elle lutter contre le fascisme contemporain ?

Premièrement, par un retour sur le terrain en visant les publics qui sont les plus susceptibles d'adhérer à un projet d'extrême droite. C'est réinvestir des folklores locaux, remettre des bars où il n'y en a plus, lancer des petits magasins coopératifs, des épiceries locales, des réseaux d'échange pour véhiculer des

personnes âgées, aider les gens à recréer du tissu local... Il est démontré qu'en France, les endroits où le RN est le plus haut sont ceux où il y a peu de services publics et où les bars PMU ont disparu. Les gens ne se rencontrent plus, n'échangent plus sur leurs problèmes, ne créent plus de liens. Il faut remettre les gens ensemble, il y a alors plein de choses qui se passent, notamment des processus empathiques de reconnaissance de vécus différents, de manières distinctes de voir le monde... L'enjeu est de remettre des gens ensemble pour qu'ils partagent des préoccupations communes. On ne parle pas alors de migrants, mais de social, de santé, de logement. On essaie d'isoler les causes systémiques des problèmes et d'amener les gens dans des processus d'action collective.

On est loin de l'image de l'antifasciste traditionnel...

Tout cela est un projet fondamentalement antifasciste. Il y avait déjà tous ces réseaux d'entraide, notamment ouvriéristes, dans les années 30. C'est de l'infra-politique : ne pas faire changer les idées des gens à travers le discours, mais à travers une expérience de vie qui va leur faire voir le monde et les valeurs de manière différente. Si on devait s'organiser, il faudrait quadriller le terrain et s'y enraciner plutôt que d'être tous au même endroit, dans des entre-soi un peu urbains où on fait une manif de temps en temps pour contrecarrer un événement. On doit le faire, évidemment, mais pas seulement ! Il faut aussi continuer à être présents dans les médias, mais sortir des cadres habituels et apporter de nouvelles choses dans le débat public. Ne

pas toujours attaquer les valeurs de nos adversaires ou celles des gens qui adhèrent à leurs discours, mais s'y connecter. Par exemple, si on veut défendre les travailleurs de nuit, il ne s'agit pas seulement de dire « *c'est injuste* », mais de dire « *ce qu'on veut, c'est que les parents puissent voir grandir leurs enfants, et le travail de nuit ne permet pas de vivre ensemble. Si on veut limiter, réguler et interdire le travail de nuit, ou le dimanche, dans certains secteurs, c'est pour ça* ». Créer des discours alternatifs, c'est créer des images mentales fortes reliées à un projet progressiste qui connecte avec les valeurs des gens. Certains disent qu'il faut être très radical pour tirer la fenêtre d'Overton vers nous, d'autres qu'il faut rester modéré car on va perdre les gens. Or, la fenêtre d'Overton fonctionne avec une diversité de tonalités. Il nous faut des collectifs plus radicaux, et d'autres qui soient plus modérés : ce sont les modérés qui vont aller chercher des victoires politiques, car on les aura rendus plus pondérés par un effet de contraste. L'extrême droite joue beaucoup là-dessus : en France, Zemmour a été plus radical que le RN, des groupes fascistes ont été plus radicaux que Zemmour et à

la fin le RN passe pour un parti centriste tout à fait acceptable. Quand la N-VA et le Vlaams Belang obtiennent des victoires politiques même mineures par rapport à leur projet global, ils sont très contents, vous savez ! Nous, nous devons jouer ensemble. Faire des passes décisives à ceux qui vont aller obtenir des victoires.

S'il fallait n'aborder qu'une seule thématique, laquelle ce serait ?

L'enjeu central qui fait monter l'extrême droite en Europe, c'est la peur de la migration. On peut convaincre quelqu'un d'un projet social, si dans sa tête il continue de penser que les migrants vont lui voler son travail ou viennent pour profiter, il votera extrême droite. Tant qu'on n'arrive pas à aborder et à cadrer autrement cette question-là, pas uniquement rationnellement mais aussi moralement, on n'y arrivera pas. □

Propos recueillis par Adrienne Demaret

C'est quoi, la panique morale ?

« C'est un concept théorisé par un américain, Thomas Franck. Il a écrit un livre célèbre intitulé *Pourquoi les pauvres votent à droite*. Son analyse est que le projet socioéconomique des conservateurs marchant moyennement auprès des classes populaires, ils ont choisi de se connecter avec eux affectivement sur les enjeux culturels. C'est pour cela que sont gonflées toute une série de « paniques morales » sur l'avortement, la perte des valeurs chrétiennes ou du folklore (Noël, Thanksgiving...), sur les personnes trans, l'arrivée d'autres cultures, les musulmans qui vont nous remplacer... Dans un contexte où les gens ont l'impression de ne rien contrôler sur des enjeux économiques et matériels, les enjeux culturels sont les derniers éléments sur lesquels ils ont un peu de maîtrise : *mon folklore local, ma fête de Noël...* Des éléments fondamentalement affectifs sur lesquels il est très facile d'avoir un avis. Pas besoin d'être fort documenté pour savoir si on préfère « vacances de Noël » ou « vacances d'hiver ». Cela a aussi une fonction de diversion. Par exemple, quand les enseignants réclament plus de financement, une revalorisation du métier, des classes plus petites... on va utiliser des contre-feux de panique morale en parlant d'Islam à l'école, de l'autorité des profs qui n'est plus respectée, du retour souhaité de l'uniforme... Quand on aborde régulièrement la crèche de Noël ou les valeurs chrétiennes, on parle de manière voilée du grand remplacement culturel. C'est polarisant, ça divise, et quand tout le monde se chahute sur une thématique, y compris les progressistes qui arrivent pour démonter les discours, on donne une ampleur démesurée à un fait d'actualité qui ne la mérite pas. Une vraie question, ce serait de se demander qui sont les gens qui ne peuvent pas offrir de cadeaux à leurs enfants à Noël ? Tout l'enjeu de la communication politique, ce n'est pas celui qui a raison, c'est celui qui fait parler de ses propres sujets. Nous avons l'art de déconstruire les sujets de nos adversaires, mais nous devrions parler de nos sujets, nos sujets, nos sujets. »

1. Voir l'article « Si ce n'est pas du fascisme, qu'est-ce que c'est ? », en pages 3 à 5.